



ARRÊTÉ

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

> administration

Date : - 8 NOV. 2024

N°: ARR. DST, 2024, 0312

RESTRICTION DE CHAUSSEE

STATIONNEMENT INTERDIT

ALLEE DE L'ANJOU

Le maire de la Ville de Saran,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité de restreindre la chaussée et d'interdire le stationnement allée de l'Anjou durant les travaux réalisés sur le réseau de distribution de gaz par l'entreprise SOBECA.

En outre, durant cette période, l'entreprise est autorisée à stationner sa base de vie de chantier et ses camions sur les places de stationnement situées au droit du 36 rue Elsa Triolet, à l'entrée de l'allée de l'Anjou et à l'entrée de l'allée de Champagne.

ARRÊTE

Article 1 : A partir du 12 novembre 2024 pour une durée de 15 jours, la chaussée sera restreinte et le stationnement sera interdit allée de l'Anjou durant les travaux réalisés sur le réseau de distribution de gaz par l'entreprise SOBECA.

En outre, durant cette période, l'entreprise est autorisée à stationner sa base de vie de chantier et ses camions sur les places de stationnement situées au droit du 36 rue Elsa Triolet, à l'entrée de l'allée de l'Anjou et à l'entrée de l'allée de Champagne.

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
Kéolis
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et
à l'environnement